



16 JOURS D'ACTIVISME CONTRE LES VIOLENCES FONDÉES SUR LE GENRE

25 NOVEMBRE - 10 DÉCEMBRE 2024

« Vers les 30 ans de la Déclaration et du Programme d'Action de Beijing : Tous UNiS pour mettre fin aux violences faites aux femmes et aux filles ! »

Note conceptuelle Maroc

Historique

La campagne onusienne des « 16 jours d'activisme contre les violences fondées sur le genre » a lieu chaque année entre le **25 novembre, Journée internationale pour l'élimination de la violence à l'encontre des femmes**, et le **10 décembre, Journée internationale des droits humains**. Cette campagne a connu à ce jour la participation de 6 000 organisations dans près de 187 pays, ciblant plus de 300 millions d'individus à travers le monde.

Créée par des activistes de première ligne du *Women's Global Leadership Institute*¹ en 1991, la campagne des 16 jours est un appel à la mobilisation et à l'action par les individus, les organisations et institutions du monde entier pour prévenir et éliminer les violences fondées sur le genre. Depuis 1981, celles et ceux qui défendent les droits des femmes à travers le monde organisaient chaque année, à la date du 25 novembre, une journée de lutte contre la violence sexiste à la mémoire des sœurs Mirabal, brutalement assassinées ce jour en 1960.

Cette année marque le 25^{ème} anniversaire de la proclamation par l'Assemblée générale des Nations Unies du 25 novembre comme Journée internationale pour l'élimination de la violence à l'encontre des femmes, invitant les gouvernements, les organisations internationales et les organisations non gouvernementales à organiser des activités destinées à sensibiliser l'opinion publique au problème des violences faites aux femmes et aux filles.

ONU Femmes, l'Entité des Nations Unies pour l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes, coordonne la campagne des 16 jours d'activisme au nom du Système des Nations Unies

¹ [16 Days of Activism against Gender-Based Violence | UN Women – Headquarters](#)

pour le Développement (SNUD) et œuvre pour fédérer autour de l'urgence à prévenir et éliminer les violences à l'encontre des femmes et des filles.

Alors que la communauté internationale s'apprête à mener le 30^{ème} examen de la mise en œuvre de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing² et suite à l'appel lancé lors du Sommet des Objectifs de Développement Durable (ODD) 2023 pour accélérer les progrès vers la réalisation de l'Agenda 2030, les violences faites aux femmes et aux filles restent alarmantes dans les espaces privés et publics et sous toutes leurs formes. Malgré les efforts des mouvements de défense des droits des femmes pour exiger justice et responsabilité, et les progrès institutionnels considérables en matière de prévention et de réponse, des défis importants persistent pour éradiquer ce phénomène.



Ainsi, la campagne **Tous UniS** de cette année mobilisera la communauté internationale autour des priorités de l'examen de Beijing+30, en soulignant l'urgence de renforcer la responsabilité pour mettre fin aux violences fondées sur le genre. Elle appelle à des actions concrètes, notamment à tenir les auteurs responsables de leurs actes, et à accélérer l'action à travers des stratégies nationales budgétisées et un financement accru pour les mouvements de défense des droits des femmes.

Photo: UN Women/Johis Alarcón.



² <https://www.unwomen.org/en/digital-library/publications/2015/01/beijing-declaration>

THEME 2024

Depuis 2008, l'initiative [Tous UNiS pour mettre fin aux violences faites aux femmes et aux filles](#), placée sous le leadership du Secrétaire Général des Nations Unies, appelle à une action mondiale pour accroître la sensibilisation, galvaniser les efforts de plaidoyer et partager les connaissances et les innovations pour mettre fin aux violences faites aux femmes et aux filles. *Tous UNiS* appelle les gouvernements, les acteurs du développement, la société civile, les organisations de défense des droits des femmes, les jeunes, le secteur privé, les médias, le secteur académique et l'ensemble du système des Nations Unies à unir leurs forces et leurs voix pour lutter contre les violences faites aux femmes et aux filles.

Le thème de l'édition 2024 de la campagne Tous UNiS est:

« Vers les 30 ans de la Déclaration et du Programme d'Action de Beijing : Tous UNiS pour mettre fin aux violences faites aux femmes et aux filles ! »

CONTEXTE

La violence faite aux femmes et aux filles demeure l'une des violations des droits humains les plus répandues dans le monde. Bien que de nombreux pays aient adopté des lois pour lutter contre les violences faites aux femmes et aux filles, leur application effective et les normes sociales discriminatoires demeurent des problèmes importants. À l'échelle mondiale, on estime que [736 millions de femmes](#) – près d'une sur trois – ont été victimes de violence physique et/ou sexuelle de la part de leur partenaire intime, de violence sexuelle d'un autre partenaire, ou des deux, au moins une fois dans leur vie³.



En effet, des progrès significatifs ont été réalisés dans le monde entier avec l'adoption de lois et de politiques pour prévenir et répondre aux violences faites aux femmes et aux filles, notamment par des stratégies de prévention et des services intersectoriels pour les survivantes de la violence. En 2023, 104 pays ont des lois complètes traitant de la violence domestique. 78% des pays fournissent désormais des engagements budgétaires pour les services offerts aux survivantes de violence. L'impact de telles mesures a constaté que les pays ayant promulgué des lois sur la violence domestique signalaient des taux plus faibles de violence par un partenaire intime que ceux sans législation similaire (9,5 %

contre 16,1 %⁴).

Malgré l'adoption par de nombreux pays de lois pour lutter contre les violences faites aux femmes et aux filles, une application faible et des normes sociales discriminatoires entravent

³ <https://www.unwomen.org/en/what-we-do/ending-violence-against-women/facts-and-figures>.

⁴ [Faits et chiffres : violence à l'égard des femmes](#)

L'élimination de ces violences. De nouvelles préoccupations surgissent en raison d'une intense réaction mondiale contre l'égalité des sexes et les droits des femmes, ainsi que de la normalisation persistante des violences fondées sur le genre dans tous les espaces. L'impunité demeure une préoccupation, avec seulement une petite fraction des cas aboutissant à la poursuite et à la conviction des auteurs. Dans le cas du Maroc, selon les derniers chiffres du Haut-Commissariat au Plan publiés en 2019, seule 1 femme sur 10 subissant des violences dépose une plainte auprès de la police ou d'autres autorités.

Le constat encourageant est que les violences faites aux femmes et aux filles ne sont pas inévitables. Les approches holistiques, engagées par tous les secteurs du gouvernement et de la société, soutenues par un financement dédié, y compris pour les organisations de défense des droits des femmes, sont les plus efficaces pour éliminer les violences faites aux femmes et aux filles.

Ces approches doivent donner la priorité à un soutien centré sur les survivantes, à des systèmes de justice et de police sensibles au genre, et aux efforts de prévention en amont afin d'éviter que les violences ne surviennent en premier lieu. Il est essentiel de s'attaquer aux causes profondes de la violence contre les femmes et les filles, ce qui inclut la transformation des masculinités qui ne sont pas favorables à l'égalité, la contestation des normes sociales discriminatoires et l'élimination des inégalités et des stéréotypes de genre structurels.

OBJECTIFS DE PLAIDOYER

A l'approche de la 30^{ème} année de la Déclaration et du Programme d'Action de Beijing et de l'horizon 2030 des ODD, la campagne Tous UNiS de cette année appelle tous les détenteurs d'obligations, en particulier les États et les entreprises du secteur privé, à agir autour des priorités de l'examen des 30 années de mise en œuvre de la Déclaration et du Programme d'Action de Beijing : **(i)** réengagement, **(ii)** responsabilité et **(iii)** financement.

Les principaux objectifs de plaidoyer sont les suivants :



1. **Appeler les États membres à accélérer l'action** pour appliquer des lois et des plans d'action nationaux intersectoriels pour prévenir et répondre aux violences faites aux femmes et aux filles, avec des ressources adéquates ;
2. **Plaider pour des stratégies et programmes inclusifs** à long terme pour prévenir et éliminer les violences faites aux femmes et aux filles dans les espaces publics et privés, en priorisant les filles et les femmes les plus marginalisées et en ne laissant personne pour compte.
3. **Appeler à l'adoption et à la mise en œuvre de politiques internes d'entreprise** sur les violences faites aux femmes et aux filles par le secteur privé ;
4. **Tenir les auteurs responsables** à travers une application effective de la loi;
5. **Renforcer l'accès** des femmes et des populations marginalisées à une justice sensible au genre sans crainte de représailles ;
6. **Sensibiliser à la non-acceptation des violences faites aux femmes et aux filles**, en promouvant une tolérance zéro dans l'ensemble de la société et en transformant les normes sociales ;
7. **Améliorer l'accès des mouvements de défense des droits des femmes** à un financement flexible, durable et de qualité pour remplir leurs missions ;
8. **Inviter chacun-e à être un-e allié-e dans la prévention des violences faites aux femmes et aux filles** en prenant position publiquement, en participant à des activités et à des événements de sensibilisation;
9. **Revendiquer les droits humains des femmes.**

PRINCIPES FONDAMENTAUX DU PLAIDOYER DE LA CAMPAGNE « Tous UNiS ! »

- « **Ne laisser personne de côté** » : une approche fondée sur les droits humains, qui attire l'attention sur les groupes de femmes et de filles les moins visibles et les plus défavorisés qui subissent des formes intersectionnelles de violence.
- **Approche centrée sur les survivantes** : raconter les histoires des survivantes, uniquement avec leur consentement éclairé et dans des conditions dans lesquelles elles se sentent habilitées à exercer leur libre arbitre. Tous les partenaires de Tous UNiS doivent veiller à ce que les droits, la sécurité, la dignité et la confidentialité des survivantes soient prioritaires et respectés.
- **Honneur et reconnaissance de la place des mouvements de droits des femmes** lors des 16 jours d'activisme.
- **Amplification des voix des jeunes féministes et des organisations dirigées par des jeunes** et promotion de leur participation aux processus de prises de décision aux niveaux local, national et global.
- **Mobilisation de tous les partenaires et parties prenantes** à s'engager pour prévenir les violences faites aux femmes et aux filles, sous toutes leurs formes.
- **Développement de stratégies intégrées** pour prévenir les violences faites aux femmes et aux filles.
- **Examen critique des rôles, et pratiques liés au genre** afin de créer ou de renforcer des normes et des dynamiques de genre favorables à l'égalité des sexes.



PRINCIPALES ACTIVITÉS



La **couleur** orange est la couleur officielle des Nations Unies pour symboliser la lutte contre les violences faites aux femmes et aux filles. L'orange représentant un avenir meilleur et unifiant toutes les activités pour attirer l'attention mondiale sur ce fléau. Cette année encore, les partenaires sont appelés à illuminer en orange leurs bâtiments du **25 novembre au 10 décembre, tout au long de la campagne ou à une date précise pendant celle-ci**. D'autres initiatives pourraient être envisagées tout au long des 16 jours d'activisme,

notamment en orangeant les espaces numériques, en habillant les bâtiments et en encourageant le port de la couleur orange.

- **Actions du Système des Nations Unies pour le Développement**

- ✓ Organisation d'un village d'information et de sensibilisation **le 23 novembre 2024 au Parc Hassan II à Rabat** pour échanger avec le public sur les efforts et initiatives des partenaires stratégiques pour mettre fin aux violences faites aux femmes et aux filles.
- ✓ Diffusion et promotion d'outils de sensibilisation sur les formes intersectionnelles d'inégalités et de discriminations fondées sur le genre.
- ✓ Port d'écharpes, de rubans et/ou de pins orange et mobilisation des partenaires médias, institutionnels, académiques, de la société civile et du secteur privé à en porter.
- ✓ Mobilisation des partenaires autour de l'action « Orange the World », notamment en illuminant et habillant les bâtiments et/ou en orangeant les espaces numériques tout au long des 16 jours d'activisme.

- **Action d'ONU Femmes**

- ✓ Organisation de la Semaine du Film sur les Droits des Femmes portant sur la thématique de lutte contre les violences et discriminations fondées sur le genre et en faveur des droits des femmes et des filles **du 25 au 30 novembre 2024** au Cinéma Renaissance à Rabat, en partenariat avec le Ministère de la Jeunesse, de la Culture et de la Communication, l'ARMCDH et la Fondation Hiba. Les projections de films et court-métrages seront suivies de débats avec le public.

Cette année, la campagne digitale *Tous UNiS* mettra l'accent sur l'urgence d'agir et de rendre des comptes pour mettre fin aux VFF et celle d'aborder le continuum de la violence et les solutions efficaces. Grâce à cette campagne digitale mondiale, la campagne *Tous UNiS* appellera à l'action à tous les niveaux pour prévenir la violence, tenir les auteurs responsables et investir dans des solutions pour protéger les femmes et les filles partout.

En outre, les partenaires sont invités à développer leurs actions à tous les niveaux pendant les 16 jours d'activisme. Des exemples d'activités et de moyens de contextualiser la campagne générale pour répondre à des priorités spécifiques dans divers contextes incluent :

- **La coordination des événements et des activités « Oranger le Monde »** aux niveaux mondial, régional, national et local pour promouvoir la nécessité de stratégies plus complètes pour mettre fin aux VFF ;
- **L'échange sur la définition d'une tolérance zéro face aux violences fondées sur le genre** dans vos foyers, écoles, lieux de travail et communautés, en ligne et hors ligne ;

- **La promotion des conversations publiques** en organisant des séminaires virtuels ou des programmes radio dans le cadre de la campagne pour sensibiliser le public et encourager les individus et organisations à agir pendant les 16 jours;
- **L'adoption des politiques de tolérance zéro** contre toutes formes de violences faites aux femmes et aux filles et le soutien des survivantes au sein des entreprises et institutions ;
- **L'engagement des médias** à explorer des approches innovantes à travers divers moyens, en sensibilisant à la nécessité urgente d'investir dans la lutte contre les violences faites aux femmes et aux filles, en amplifiant la voix des survivantes et en communiquant autour des services existants.

